



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Mis en ligne le 01/08/2025 à 11h59

REÇU EN PREFECTURE

le 31/07/2025

Application agréée E-legalite.com

22\_RV-014-2114 04884-2025 0728-ARR2025\_447

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL  
DE LA COMMISSION DE SECURITE  
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **MAGASIN TEXTI**  
**ERP N° E 488 00027 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **M. LUDOVIC DE LALONDE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **34-36 AVENUE DE LA MER**

ACTIVITE(S) : **VENTE**

TYPE(S) : **M**

CATEGORIE : **3<sup>ème</sup>**

Le 22 juillet 2025, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 08 juillet 2025.

En conclusion,



La commission émet un avis

**COMMISSION DE SECURITE  
ARRONDISSEMENT DE CAEN**

**AVIS FAVORABLE**

à la poursuite de l'exploitation



La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :

Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

**Julien COEURET**

Document annexe comportant **5** feuillets et  
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 31/07/2025

Application agréée E-legalite.com

22\_AU-014-211404884-20250728-ARR2025\_447

Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados

- ☐ Compte rendu
- ☐ Constat de Carence  
de la commission de sécurité  
de l'arrondissement de CAEN

**ETABLISSEMENT :** **MAGASIN TEXTI**  
**ERP N° E 488 00027 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **M. LUDOVIC DE LALONDE**

COMMUNE : OUISTREHAM

ADRESSE : **34-36 AVENUE DE LA MER**

ACTIVITE(S) : **VENTE**

TYPE(S) : M

CATEGORIE : 3<sup>ème</sup>

Le 22 juillet 2025, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 08 juillet 2025.

RESUME DE LA REUNION :

Blank lined paper with a faint watermark in the center that reads "Please Don't Steal" and "Copyright © 2010".



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : BG/JN/2025 – VP080725 Magasin Texti - Ouistreham  
Affaire suivie par : Ltn GILLETTE Bertrand  
Tél prévention : 02.31.43.40.80

## **DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL**

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.

Magasin Texti – 34/36 Avenue de la mer, sur la commune de Ouistreham – ERP E 488 00027 000.

Réf. : Visite périodique, conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.

PV visite de la commission en date du 17/07/20.

Le 8 juillet 2025, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. PUJOL :	Maire Adjoint de la ville de Ouistreham.
Ltn GILLETTE :	Préventionniste au S.D.I.S.
Absence de signature :	Exploitant.

REÇU EN PREFECTURE

le 31/07/2025

Application agréée E-legalite.com

22\_RV-014-2114.04884-20250728-ARR2025\_447

**DESCRIPTION**

Le présent rapport a pour objet la visite périodique de l'établissement. L'exploitant déclare que depuis la dernière visite périodique la couverture a été remplacée, sans qu'une autorisation de travaux n'ait été reçue par la commission de sécurité.

L'établissement, de plain-pied, comprenant :

- 1 surface de vente de 1016 m<sup>2</sup>;
- 1 réserve d'approche, fermée par une cloison grillagée utilisée en rangement (cintre, portants, etc.);
- 1 bureau ;
- Des sanitaires.

**EFFECTIF**

Cet établissement possède une surface de vente accessible au public de 1016 m<sup>2</sup> et conformément à l'article M2§1a l'effectif est de :

- Public :  $1016 \text{ m}^2 / 3 \times 2 \text{ personnes par m}^2 = 677 \text{ personnes}$ ,
- Personnel : 3 personnes,
- Effectif total :  $677 + 3 = 680 \text{ personnes}$ .

Le groupe de visite a expliqué que l'effectif est susceptible d'évoluer selon l'arrêté du 13 juin 2017.

**CLASSEMENT**

L'établissement, du 1<sup>er</sup> groupe et de type M, est à classer en 3<sup>ème</sup> catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation ;
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêté du 22 décembre 1981 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de type M ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

L'exploitant devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.





REÇU EN PREFECTURE

Le 31/07/2025

Application agréée E-legalite.com

I) **EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS**

- ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

✓

Vérifications	Date	Organisme
CHAUFFAGE - GAZ	25/06/2025	Dekra (1 obs levée)
ELECTRIQUES ECLAIRAGE DE SECURITE	05/06/2025	Dekra
SSI - ALARME	25/06/2025	Eurofeu
DESENFUMAGE	25/06/2025	Eurofeu
EXTINCTEURS	25/06/2025	Eurofeu
RIA	25/06/2025	Eurofeu
REGISTRE DE SECURITE	Tenu à jour excepté onglet formation	
INSTRUCTION DU PERSONNEL	Formation extincteur réalisée mais pas attesté	
D.A.E	Appareil situé à l'accueil	

II) **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les prescriptions anciennes sont levées ou reprises ci-dessous.

- 1°) Attester que les travaux effectués sont refaits à l'identique et n'impactent pas la sécurité de l'établissement. (réaction, et stabilité au feu). Le cas échéant fournir un RVRAT ainsi qu'une mission réalisée par un organisme agréé. (art. R.143-22 du CCH et GE 8 du règlement de sécurité).
- 2°) Limiter au maximum le stockage dans le local de rangement en ne conservant que des besoins quotidiens (CO28 du règlement de sécurité). Ancienne prescription.
- 3°) Apporter une solution pérenne, afin de plus stocker de marchandise de réserve sur la surface de vente (art. R143-41 du CCH).
- 4°) Démanteler les aérothermes et l'ensemble des éléments du réseau de l'installation de gaz. (art R143-10 du CCH).
- 5°) Assurer tout le long de l'année la parfaite vacuité des dégagements (art. CO 37 du règlement de sécurité).

Prescriptions permanentes

- a°) Assurer à l'ensemble des personnels de chaque entité, une formation ou des actions de formation leur permettant de connaître :
  - La conduite à tenir en cas d'incendie,
  - La manipulation des moyens de secours,
  - Le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
  - Le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments,
  - L'accueil des engins de secours,
  - Le positionnement des points de rassemblement sur le site.

REÇU EN PREFECTURE

le 31/07/2025

Application agréée E-legalite.com

Cette mesure doit être impérativement inscrite au registre de sécurité.

22\_AU-014-2114 04884-20250728-ARR2025\_447

- b°) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980.

Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.

- c°) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d°) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e°) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35-CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).
- f°) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g°) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

### III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement doit disposer d'un potentiel hydraulique de **360 m<sup>3</sup>**, utilisable en 2 heures (180 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m<sup>3</sup>/h).  
Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller

Courriel : [deci@sdis14.fr](mailto:deci@sdis14.fr)

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados  
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin 14000 CAEN.



IV) **RAPPEL REGLEMENTAIRE**

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- Des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- Des dispositifs et commandes de sécurité ;
- Des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- Des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- Des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- Et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- Les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- Les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- La mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- L'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH- articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

\*\*\*\*\*